

BULLETIN D'INFORMATION DES ACTUALITES INTERNATIONALES
DANS LE DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT
ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Bulletin d'information : Bon à savoir n°42

L'ONU remanie sa structure de lutte contre le terrorisme

L'ONU a décidé jeudi la création prochaine d'un nouveau Bureau des Nations unies chargé de lutter contre le terrorisme qui chapeautera divers comités spécialisés déjà existants.

L'assemblée générale de l'ONU a accepté jeudi une proposition en ce sens faite en avril par le secrétaire général Antonio Guterres.

Le nouveau Bureau sera dirigé par un secrétaire général adjoint qui n'est pas encore été désigné et pourrait être un Russe, selon des diplomates.

"Le processus de sélection est en cours", a indiqué le porte-parole de l'ONU Stéphane Dujarric, sans donner de calendrier pour une nomination.

Le nouveau Bureau englobera l'actuelle équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et le Centre des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT).

De son côté, la direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), mandaté par le Conseil de sécurité, continuera de fournir analyses et rapports au Conseil.

Dans un communiqué, M. Guterres a souligné que la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent étaient une des "priorités de l'ONU". IL a souhaité "que cette réforme de l'architecture anti-terroriste de l'ONU renforcera les efforts pour promouvoir la prévention des conflits, une paix durable et le développement".

<https://www.lorientlejour.com/article/1057425/lonu-remanie-sa-structure-de-lutte-contre-le-terrorisme.html>

Le chef de l'ONU propose de créer un Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme

Lors d'une réunion mercredi avec l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a proposé de créer un Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme avec à sa tête un Secrétaire général adjoint.

Ce Bureau comprendrait l'actuel Bureau de l'Equipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT) qui se trouvent au Département des affaires politiques.

Ces changements ne concerneraient pas l'actuel Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (CTED), mandaté par le Conseil de sécurité, et qui ne serait pas supervisé par le nouveau Bureau chargé de la lutte contre le terrorisme.

« Le seul objectif est d'améliorer l'efficacité et non pas de modifier les différents mandats dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Le CTED continuera de fournir des analyses et des rapports au Conseil de sécurité », a souligné M. Guterres.

Les cinq principales fonctions du nouveau Bureau et du nouveau Secrétaire général adjoint seraient : de prendre la tête des mandats de lutte contre le terrorisme à travers le système des Nations Unies ; de renforcer la coordination et la cohérence entre les 38 entités du CTITF afin d'assurer une mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste de l'ONU ; d'accroître l'assistance apportée par les Nations Unies au renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme des États membres ; d'améliorer la visibilité, le plaidoyer et la mobilisation de ressources pour les efforts de lutte contre le terrorisme des Nations Unies ; et de veiller à ce que la lutte contre le terrorisme soit prioritaire dans l'ensemble du système des Nations Unies.

« Cette proposition de créer un nouveau Bureau pour la lutte contre le terrorisme ne porte pas atteinte à la souveraineté nationale des États membres. Toutes les activités du nouveau Bureau se feraient en appui et à la demande des États membres, qui ont la responsabilité première de mettre en œuvre la Stratégie mondiale de lutte contre le terrorisme des Nations Unies », a insisté le chef de l'ONU.

« Ce nouveau Bureau ne consiste pas à interférer ou à intervenir. Notre objectif est de construire un nouveau partenariat avec les États membres pour lutter contre la menace transnationale du terrorisme », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a précisé que son rapport sur ce sujet était prévu d'ici mai et qu'il comptait le publier dès que possible.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=39011#.WUk6NrjSMxg>

L'Assemblée générale crée le Bureau de lutte contre le terrorisme

15 juin 2017 – L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution créant le Bureau de lutte contre le terrorisme, saluant ainsi la première grande réforme institutionnelle du nouveau Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Cette initiative détache du Département des affaires politiques l'actuel Bureau de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme et le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme, ainsi que leur personnel et toutes les ressources ordinaires et extrabudgétaires qui leur sont affectées, et les regroupe pour former le Bureau de lutte contre le terrorisme.

Cette résolution, a salué le Président de l'Assemblée générale, Peter Thomson, augmentera la capacité de l'ONU à aider ses États Membres à mettre en œuvre les quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, en garantissant une « meilleure coordination et cohérence sur l'ensemble du système onusien » et en améliorant la « visibilité, l'appui et la mobilisation de ressources » dans le cadre des efforts de lutte contre le terrorisme déployés par l'Organisation.

Par ce texte, l'Assemblée générale apprécie l'important travail qu'accomplit le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme. Elle souligne que les accords existants relatifs aux contributions, ainsi que les fonctions, la présidence et la composition de son Conseil consultatif seront maintenus, et que les ressources budgétaires et financières du Centre seront uniquement utilisées pour l'exécution de son programme de travail.

L'Assemblée générale insiste aussi sur la nécessité de faire en sorte que le Bureau de lutte contre le terrorisme, qui sera dirigé par un Secrétaire général adjoint, soit doté de suffisamment de moyens et de ressources pour mener à bien les activités qui lui sont prescrites.

L'Assemblée générale a ensuite voté pour renouveler 21 membres de l'ECOSOC. Au cours d'une élection partielle, elle a élu pour le compte du groupe des États d'Europe de l'est, la Roumanie par 172 voix, pour un mandat qui commencera le 1er janvier 2018 et se terminera le 31 décembre 2019, après le renoncement de la Bosnie-Herzégovine à son siège à partir de

décembre 2017. Elle a aussi élu le Canada avec 166 voix et le Danemark 167 voix, pour le Groupe des États d'Europe de l'ouest et autres États, après le renoncement respectivement de l'Australie et de la Suède au 31 décembre 2017.

Le mandat du Canada au sein de l'ECOSOC commencera le 1er janvier 2018 et se terminera le 31 décembre 2018 tandis que celui du Danemark débutera toujours le 1er janvier 2018 et prendra fin le 31 décembre 2019.

Au cours d'un scrutin pour élire 18 membres de l'ECOSOC, l'Assemblée générale a élu l'Allemagne 182, le Belarus 182 voix, l'Équateur 182 voix, El Salvador 181 voix, l'Espagne 181 voix, la France 177 voix, le Ghana 183 voix, l'Inde 183 voix, l'Irlande 180 voix, le Japon 185 voix, le Malawi 184 voix, le Mexique 182 voix, le Maroc 177, les Philippines 182 voix, le Soudan 175 voix, le Togo 184 voix, la Turquie 179 voix et l'Uruguay 180 voix. Ces dix-huit pays sont élus membres de l'ECOSOC pour un mandat de trois ans commençant le 1er janvier 2018.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=39670#.WUk6s7jSMxg>

Guterres nomme le russe Voronkov à la tête du Bureau de lutte contre le terrorisme

Le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a nommé l'ambassadeur russe, Vladimir Ivanovich Voronkov, à la tête du nouveau Bureau de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, a dit le porte-parole adjoint du Secrétaire général aux journalistes, au siège de l'Organisation.

L'ambassadeur, actuellement représentant permanent de la Russie auprès des organisations internationales sises à Vienne, deviendra Secrétaire général adjoint lorsqu'il prendra ses fonctions, créées par une résolution de l'Assemblée générale adoptée le 15 juin, a déclaré le porte-parole adjoint, Farhan Haq, lors de son point de presse quotidien au siège de l'ONU.

"Le Secrétaire général adjoint assurera la direction stratégique des efforts déployés par l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme, participera au processus de prise de décision des Nations Unies et veillera à ce que les origines transversales et l'impact du terrorisme trouvent un écho dans les travaux des Nations Unies," a dit M. Haq.

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue mardi au siège de l'Organisation, le chef de l'ONU a dit que l'organisation internationale "a des difficultés pour coordonner les 38 entités qui, au sein de l'ONU, s'occupent de la lutte contre le terrorisme ; il est donc parfaitement logique d'avoir un bureau qui se consacre à ce problème et une personne qui en est responsable."

"M. Voronkov apporte à ce poste plus de trente années d'expérience au sein du Service étranger, où il a travaillé essentiellement aux questions intéressant les Nations Unies et exercé des responsabilités dans les domaines de la diplomatie publique, du développement économique et social et des affaires intergouvernementales," a poursuivi M. Haq.

"Sous sa direction, la mission permanente (la Mission russe à Vienne) a lancé plusieurs projets phares avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et mis sur pied plusieurs collaborations fructueuses avec la branche antiterroriste de l'ONUDC," a-t-il dit.

"M. Voronkov est par ailleurs membre du Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), tout en dirigeant plusieurs délégations auprès de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale."

On ne sait pas encore à quelle date précise M. Voronkov, qui est titulaire d'un doctorat délivré par l'université d'État de Moscou, prendra ses nouvelles fonctions.

M. Haq a ajouté que M. Voronkov est l'auteur de différentes publications scientifiques sur des questions internationales, qu'il est marié et qu'il a une fille.

<http://french.cri.cn/621/2017/06/22/581s516578.htm>

Valence : Christine Lagarde, appelle à travailler ensemble pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Cher président Vega-Serrano, merci de votre aimable invitation et de votre accueil chaleureux. C'est merveilleux d'être à Valence, une ville qui combine des racines anciennes à l'architecture moderne, le commerce du 21^{ème} siècle et certains des meilleurs aliments du monde. C'est une communauté qui valorise l'innovation et la créativité.

Nous sommes tous deux engagés à soutenir les pays dans la construction des moyens de défense contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au moyen des normes AML / CFT . Nous savons tous les deux que ces problèmes globaux ne peuvent être résolus que par les pays qui travaillent seuls.

Je suis donc très fière de la relation étroite que le FMI et le FATF ont forgé sur près de deux décennies. Ce partenariat est plus important que jamais. Il ne fait aucun doute que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme peuvent menacer la stabilité économique d'un pays, de sorte que le FMI est de plus en plus actif dans le soutien et la promotion des efforts AML / CFT de nos pays membres, selon la norme GAFI.

Ce qui a débuté en tant que petite entreprise il y a quelque 20 ans, fait partie de notre travail de base, de l'analyse et des conseils stratégiques, de l'évaluation de la santé et de l'intégrité des secteurs financiers, de l'assistance financière au besoin, afin d'aider les pays à créer des institutions et à accroître l'efficacité opérationnelle .

Ensemble, nous avons parcouru un long chemin, et ensemble, nous pouvons tirer parti des progrès réalisés jusqu'ici. Permettez-moi de souligner trois priorités:

Combattre la corruption et l'évasion fiscale;

Lutte contre le financement du terrorisme; et

Maintien des relations bancaires correspondantes.

Combattre la corruption et l'évasion fiscale

Tout d'abord, nous devons intensifier notre lutte contre la corruption et l'évasion fiscale. Nous allons bientôt publier une nouvelle analyse qui montre comment la corruption systémique peut sérieusement compromettre la capacité d'un pays à assurer une croissance durable et inclusive.

L'évasion fiscale à grande échelle est un facteur clé, car cela signifie généralement une baisse des recettes publiques, une dette publique plus élevée et moins d'investissements dans la santé, l'éducation et d'autres services publics. Cela signifie une plus grande inégalité économique car les plus vulnérables sont les plus touchés par une forte baisse des dépenses sociales. Cela, à son tour, peut déclencher un mécontentement populaire et une instabilité économique.

La bonne nouvelle est que nous pouvons utiliser le cadre AML / CFT pour aider à briser ce cycle économique vicieux.

Un bon exemple est la Grèce, où le renforcement du cadre AML a facilité la saisie de centaines de millions d'euros dans le produit des crimes fiscaux.

Nous avons aidé la banque centrale à renforcer sa surveillance du secteur financier, ce qui a entraîné une forte augmentation des rapports à l'unité de renseignement financier. Cette unité elle-même a gelé plus de 200 millions d'euros d'actifs entre 2012 et 2014. L'unité de

renseignement financier a également renvoyé plus de 400 affaires au parquet et plus de 2 500 affaires aux autorités fiscales.

Un autre domaine où la norme GAFI est extrêmement utile est de promouvoir la transparence. Les documents de Panama, par exemple, ont rappelé vivement la nécessité d'en faire davantage dans ce domaine, quelque chose que vous aviez depuis longtemps reconnu.

Combattre le financement du terrorisme.

Une autre priorité politique est de lutter contre le financement du terrorisme. Au fur et à mesure que le terrorisme devient de plus en plus répandu dans nos sociétés, il incombe à notre collectivité de bloquer les flux financiers – grands et petits – qui permettent aux terroristes d'infliger des souffrances indescriptibles aux individus, aux familles et aux communautés.

Au cours des 16 dernières années, nous avons participé à cet effort commun grâce à nos travaux d'assistance technique et de renforcement des capacités.

En 2014, par exemple, nous avons appelé le Soudan à renforcer son cadre de CFT – et nous avons travaillé avec le gouvernement pour développer des sanctions financières ciblées qui sont conformes à la norme du GAFI. Nous travaillons sur une orientation pratique pour tous nos membres sur la façon de mettre en œuvre ces sanctions, qui devraient être disponibles d'ici 2019.

La lutte contre le financement du terrorisme nécessite de plus en plus d'exploiter le pouvoir de la technologie financière, ou fintech.

Bien sûr, fintech est une épée à double tranchant. Il peut être utilisé pour promouvoir et financer le terrorisme, y compris par l'anonymat des monnaies virtuelles. Mais il peut aussi être un outil puissant pour renforcer nos moyens de défense contre le financement du terrorisme.

Nous pouvons utiliser fintech pour identifier les flux financiers terroristes, y compris dans le cas de transactions très faibles. L'apprentissage de la machine et d'autres outils d'intelligence artificielle peuvent aider à identifier les modèles d'activité qui seraient autrement très difficiles à détecter.

Fintech peut également aider à protéger les systèmes financiers contre le cyber-terrorisme. Un bon exemple est la technologie du «grand livre distribué» qui sous-tend les monnaies virtuelles et d'autres applications. Cette technologie est moins vulnérable à un seul point d'échec et pourrait s'avérer résistante aux cyberattaques car le grand livre ou l'enregistrement des transactions existe dans plusieurs copies.

J'aimerais féliciter le président Vega-Serrano – et le GAFI de manière plus générale – pour aborder à la fois les opportunités et les nouvelles questions soulevées par la technologie, y compris par le biais de vos tables rondes récentes avec le secteur privé.

Il est important que les cadres réglementaires restent adéquats à la tâche. Nous venons de publier un document qui fournit un cadre pour évaluer l'impact de l'innovation technologique dans le secteur financier.

Maintenir les relations bancaires correspondantes

La troisième et dernière priorité politique est de soutenir les pays qui risquent de perdre des services bancaires essentiels qui les tiennent connectés au système financier mondial.

Ces relations bancaires correspondantes sont particulièrement importantes pour les petits pays disposant de petits systèmes financiers – en Afrique, dans les Caraïbes, en Asie centrale et dans le Pacifique, pour n'en nommer que quelques-uns. Des enquêtes récentes dans nos pays membres soulignent le degré élevé de préoccupation concernant la situation dans ces économies.]

Pour être clair, cette question a de nombreuses dimensions, impliquant les régulateurs, l'industrie financière et les pays touchés eux-mêmes.

La bonne nouvelle est que le GAFI a travaillé fort pour s'assurer que l'application d'un solide cadre AML / CFT ne conduit pas à un retrait aveugle des relations bancaires

correspondantes. Je félicite votre décision de clarifier les attentes réglementaires en vertu de la norme GAFI, y compris les exigences de diligence raisonnable du client.

Une plus grande certitude réglementaire signifie que les banques mondiales sont plus susceptibles de maintenir leur activité bancaire correspondante. Ceci, à son tour, aidera à soutenir la stabilité économique et financière dans les pays touchés.

Mais la menace pour la croissance et l'emploi signifie que tout le monde doit faire davantage.]

L'une de nos contributions a été de rassembler les banques locales, les banques mondiales et d'autres parties prenantes clés pour discuter des solutions possibles.

Par exemple, un atelier récent dans les Caraïbes a mis l'accent sur l'amélioration de la capacité des petites banques à gérer les risques avec l'aide des banques régionales de développement et à améliorer la communication entre les banques locales et correspondantes.

Nous continuerons également à aider nos petits pays membres à renforcer leurs capacités. Par exemple, nous avons travaillé avec le Costa Rica, le Pérou et l'Uruguay pour créer des stratégies nationales AML / CFT. Et nous avons récemment aidé l'Ukraine, la Mongolie et le Qatar à renforcer la gouvernance et la capacité de leurs unités de renseignement financier.

Au total, nous avons fourni une assistance technique sur la LBC / CFT à 120 pays. Et je suis fier que notre aide ait contribué à ce que des pays comme le Myanmar, le Népal et le Soudan quittent le suivi du GAFI et se reconnecteront au système financier mondial.

Conclusion

Permettez-moi de conclure en disant que j'aimerais que nous continuions notre coopération étroite sur les progrès réalisés jusqu'ici, par exemple sur la méthodologie standard et d'évaluation.

Comme vous le savez, nous sommes très favorables à l'approche axée sur le risque et à l'accent mis sur l'efficacité, selon la norme révisée du GAFI. Nous attendons avec impatience les évaluations de suivi ciblées qui porteront sur les principaux risques des pays.

Comme une dernière pensée, Winston Churchill a souvent encouragé son personnel à être à « niveau des événements » par quoi il entendait qu'ils devraient dire la vérité sans fard pas dragéification des faits.

La corruption, l'évasion fiscale, le financement du terrorisme et l'exclusion financière: ce sont de grands défis pour nos pays membres aujourd'hui, et ils doivent être abordés de front.

En se réunissant comme un seul, et en « nivelant avec les événements », nous aurons l'opportunité de promouvoir l'intégrité financière et la croissance inclusive dans l'intérêt de tous.

Je vous remercie.

Par Christine Lagarde, directrice générale du FMI en réunion plénière du GAFI, Valence

<http://www.lactuacho.com/valence-christine-lagarde-appelle-a-travailler-ensemble-pour-lutter-contre-le-blanchiment-dargent-et-le-financement-du-terrorisme/>